



COMMISSION DE LA FORMATION ET DE LA VIE UNIVERSITAIRE

Séance du 23 mars 2021

DELIBERATION

RESULTAT DU VOTE
 Nombre de votants : 33
 Voix favorables : 33
 Voix défavorables : 0
 Abstentions : 0

N° CFVU-03-FOA-015-MCC-Master-droit-social-PT-droit-social-de-l'entreprise



relative au régime des études et contrôle des connaissances et compétences

du

Master première année

Domaine Droit, Economie, Gestion

mention Droit social

parcours type Droit social de l'entreprise FOAD

Pour l'année universitaire 2021/2022

- Vu le code de l'éducation, et notamment :
 - les articles L613-3 à L613-6 relatifs à la validation des acquis de l'expérience pour la délivrance des diplômes,
 - son article L.712-6-1 relatif aux compétences de la CFVU,
 - les articles D123-12 à D123-14 relatifs à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur,
 - les articles D613-1 à D613-13 relatifs aux grades, titres et diplômes,
 - les articles D613-17 à D613-25 relatifs aux diplômes en partenariat international,
 - les articles D613-26 à D613-30 relatifs aux étudiants handicapés,
 - les articles R613-32 à R613-37 relatifs à la validation des études supérieures antérieures et validation des acquis de l'expérience,
 - les articles D613-38 à D613-50 relatifs à la validation des études, expériences professionnelles ou acquis personnels pour l'accès aux différents niveaux de l'enseignement supérieur,
- Vu l'arrêté du 22 janvier 2014 modifié par l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master,
- Vu l'arrêté du 6 juillet 2017 fixant la liste des compatibilités des mentions du diplôme national de licence avec les mentions du diplôme national de master
- Vu l'arrêté d'accréditation relatif au contrat quinquennal 2021-2025
- Vu la délibération, du CA relative aux capacités d'accueil, et aux modalités d'admission au titre de l'année concernée,
- Vu la décision du CA du 23 novembre 2004 relative au statut de l'élue étudiant,
- Vu la charte des examens en vigueur,
- Vu l'avis du conseil de la composante en date du 26 février 2021.

La commission de la formation et de la vie universitaire, après en avoir délibéré, adopte les règles relatives au régime des études et contrôle des connaissances et compétences du Master 1^{ère} année domaine Droit, Economie, Gestion mention droit social parcours type droit social de l'entreprise FOAD.

TITRE I - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1. Objectifs de la formation

1.1 - Le Master Droit, Économie, Gestion, mention droit social, parcours type droit social de l'entreprise FOAD, est une formation universitaire ayant pour objectif de former les apprenants en droit social de l'entreprise. L'approfondissement des connaissances se fait principalement en droit du travail et droit de la protection sociale, mais aussi dans d'autres branches du droit au confluent du droit social de l'entreprise (droit des sociétés, droit des entreprises en difficulté, droit de l'environnement, etc.).

ARTICLE 2. Conditions d'accès

2-1 Dans le cadre des seuils et modalités définies par les conseils de l'université, l'admission en première année de ce Master dépend des capacités d'accueil et est subordonnée au succès à un concours ou à l'examen d'un dossier. L'admission est prononcée par le Président de l'université sur proposition de la commission d'admission selon les modalités définies par la délibération du conseil d'administration relative aux capacités d'accueil et aux modalités d'admission en Master au titre de l'année universitaire concernée.

2-2 Ont vocation à candidater dans cette formation :

- les étudiants titulaires d'un diplôme de licence ;
- les personnes non titulaires du diplôme de licence en vue d'obtenir un accès par validation partielle des acquis de l'expérience, validation des études supérieures accomplies en France et/ou à l'étranger, validation des études, des expériences professionnelles ou des acquis personnels dans le domaine.

ARTICLE 3. Redoublement

3.1-Le redoublement n'est pas autorisé sauf sur dérogation accordée par le Président sur proposition du jury d'examen.

TITRE II - ENSEIGNEMENTS

ARTICLE 4. Organisation de la formation

4.1 Le Master 1ère année Droit, Économie, Gestion, mention droit social, parcours type droit social FOAD, est organisé sur deux semestres.

Chaque semestre du Master est organisé en 7 Unités d'Enseignement ;

Chaque semestre totalise 30 crédits européens (ECTS).

Les modalités de contrôle des connaissances sont explicitées en annexe du présent document.

4.2 Un apprenant peut s'inscrire à la formation complète ou établir un rythme de progression individualisé qui ne peut dépasser une durée de deux années universitaires consécutives en s'inscrivant :

	Semestre 1	Semestre 2
Année 1	UE1, 3, 5 et 7	UE 8, 10 et 12
Année 2	UE 2, 4 et 6	UE 9, 11, 13 et 14

L'apprenant qui n'aura pas suivi la deuxième année dans la continuité de la première pourra terminer sa formation en gardant le bénéfice des unités d'enseignements précédemment acquises. Il devra toutefois suivre la procédure de candidatures en vigueur au moment de sa demande de réinscription.

4.3 - L'individualisation du parcours prévue au 4.2 est limitée au choix de l'ordre des blocs. En cas de changement des maquettes d'enseignements, c'est le régime des études et du contrôle des connaissances de l'année universitaire 2022/2023 qui s'appliquera.

4.4- Modification du rythme de la formation

Le choix de suivre la formation sur un ou deux ans ne pourra être modifié au-delà d'un mois après l'ouverture des cours.

Toute note obtenue dans une matière non menée à son terme sera perdue.

4.5 - La langue des enseignements est le français.

4.6 Les enseignements et les épreuves contrôle continu sont dispensés intégralement à distance sur une plateforme d'enseignement. Seules les épreuves de contrôle terminal pourront se dérouler en présentiel.

ARTICLE 5. Stage

5.1 - S'il le souhaite, l'apprenant peut effectuer un stage d'une durée minimale d'une semaine dans le courant de l'année universitaire. Ce stage a pour finalité de favoriser son insertion professionnelle en lui permettant d'acquérir et de valoriser des compétences.

TITRE III - MODALITÉS DE CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

ARTICLE 6. Organisation des examens

6.1 - Il existe une session unique d'examen dont les dates sont arrêtées en début d'année par l'établissement. Aucun examen ne peut avoir lieu en dehors des dates définies pour l'organisation de ces sessions.

ARTICLE 7. Modalités d'organisation de la session d'examen

7.1 - Les aptitudes et l'acquisition des connaissances sont évaluées :

- ▶ par un examen terminal et un contrôle continu pour les matières écrites
- ▶ par une épreuve orale à la fin de chaque semestre pour les autres matières
- ▶ par un contrôle continu pour les UE de langues

7.2 - Contrôle continu :

Le contrôle continu s'effectue sous la forme de devoirs en ligne.

La note attribuée dans le cadre du contrôle continu résulte notamment d'une ou plusieurs épreuves pouvant être réalisées sous forme d'écrits, d'oraux, de projets ou de travaux de groupe.

Les notes de travaux dirigés sont attribuées sous la responsabilité de l'enseignant titulaire du cours magistral.

7.3 - Examen terminal :

L'examen de chaque semestre comporte :

- Pour les unités d'enseignement 3, 4, 10 et 11 : une épreuve écrite de 3 heures, organisée en fin de semestre.
- Pour les unités d'enseignement 5, 6, 7, 12, 13, 14 : une épreuve orale en fin de semestre. Les apprenants ayant participé aux sujets forum peuvent se voir attribuer jusqu'à 2 points sur 20 supplémentaires sur la note d'examen terminal, à la libre appréciation du l'examineur.

Toute absence injustifiée à l'examen terminal est sanctionnée par la note 0/20.

Les justificatifs d'absence à une épreuve terminale doivent parvenir à la scolarité dans les 10 jours calendaires qui suivent la fin de la session d'examen.

7-4 Motif impérieux et légitime

L'étudiant qui, du fait d'un motif impérieux et légitime dûment justifié, n'a pu se présenter à la session unique, peut être autorisé à composer à une session de remplacement, à condition d'avoir déposé une demande, accompagnée des éléments de nature à justifier son absence, au plus tard 10 jours calendaires après la fin des épreuves de la session unique.

Le président autorise l'étudiant à se présenter à la session de remplacement sur avis d'une commission dont elle arrête la composition.

ARTICLE 8. Charte des examens

8.1 Tout étudiant a la responsabilité de prendre connaissance et de respecter la Charte des examens en vigueur dans l'établissement.

ARTICLE 9. Bonifications

9.1-Les modalités de valorisation des bonifications et la liste des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont en annexe du présent arrêté.

TITRE IV - VALIDATION ET ADMISSION

ARTICLE 10. Condition de validation des unités et des semestres

10.1 - Les unités d'enseignement sont validées isolément ou par compensation.

► Isolément :

Une unité est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne.

► Par compensation :

Le semestre est validé sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui le composent plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, dans ce cas les unités où le candidat n'a pas obtenu la moyenne sont validées par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

10.2 - Les semestres sont validés isolément ou par compensation

► Isolément :

Un semestre est définitivement acquise et capitalisable dès lors que l'étudiant y a obtenu la moyenne (10/20).

► Par compensation :

Les semestres sont validés sur la base de la moyenne générale des notes obtenues à l'ensemble des unités qui composent l'année plus le cas échéant des bonifications dues aux matières facultatives, le semestre où le candidat n'a pas obtenu la moyenne est validé par compensation et les ECTS correspondant à l'unité sont acquis.

Pour les matières non validées, l'étudiant ne conserve pas le bénéfice des notes obtenues aux épreuves si la matière prévoit un ensemble CM+TD.

ARTICLE 11. Conditions d'attribution d'une mention

11-1 La validation donne droit pour chacun des semestres à l'une des mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,999
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,999
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,999
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

ARTICLE 12. Délivrance du diplôme de maîtrise

12.1-Dans la mesure où les deux semestres ont été validés, l'obtention du diplôme de maîtrise donne lieu aux mentions suivantes :

- PASSABLE : Quand la note moyenne est comprise entre 10 et 11,999
- ASSEZ BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 12 et 13,999
- BIEN : Quand la note moyenne est comprise entre 14 et 15,999
- TRES BIEN : Quand la note moyenne est au moins égale à 16

Toulouse, le 23 mars 2021

Hugues KENFACK



Le Président de la Commission de la Formation
et de la Vie Universitaire

PJ : annexe 1 – Maquette des enseignements

annexe 2 – Liste des enseignements pouvant donner lieu à bonification



DELIBERATION
N° CFVU-03-FOA-015-MCC-Master-droit-social-PT-droit-social-de-l'entreprise
ANNEXE 1

ANNEE UNIVERSITAIRE 2021-2022
Master 1 mention droit social parcours type droit social de l'entreprise FOAD
Semestre 1

Compétences	UE	Enseignements	Statut	Ects	Heures de cours	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
Compétences transversales									
Communication spécialisée pour le transfert des connaissances	UE1	Anglais 1	Obligatoire	2	10h	Contrôle continu (TD)	40		40
	UE2	Anglais 2	Obligatoire	2	10h	Contrôle continu (TD)	40		40
Compétences Disciplinaires									
Maîtriser le droit des relations collectives de travail	UE 3	Droit des relations collectives de travail	Obligatoire	7	37h30	Examen terminal – Ecrit (CM) Contrôle continu (TD)	100	40	140
Maîtriser les fondamentaux du droit de la protection sociale	UE4	Système de la protection sociale	Obligatoire	7	37h30	Examen terminal – Ecrit (CM) Contrôle continu (TD)	100	40	140
Compétences de spécialités									
Connaître l'environnement institutionnel et normatif des relations de travail internationales	UE5	Droit social européen et international	Obligatoire	4	37h30	Examen terminal - Oral	80		80
Conduire une politique de ressources humaines Concevoir et mettre en œuvre le plan de développement des compétences	UE6	Les ressources humaines	Obligatoire	4	37h30	Examen terminal - Oral	80		80
Connaître les éléments constitutifs de l'infraction et le régime des sanctions. Identifier les auteurs.	UE7	Droit pénal du travail	Obligatoire	4	37h30	Examen terminal - Oral	80		80
				30	207,30h		520	80	600



DELIBERATION
N° CFVU-03-FOA-015-MCC-Master-droit-social-PT-droit-social-de-l'entreprise

ANNEXE 1

ANNEE UNIVERSITAIRE 2021-2022
Master 1 mention droit social parcours type droit social de l'entreprise FOAD
Semestre 2

Compétences	UE	Enseignements	Statut	Ects	Heures de cours	Modalités d'évaluation	Points CM	Points TD	Total Points Enseignement
Compétences transversales									
Communication spécialisée pour le transfert des connaissances	UE8	Anglais 3	Obligatoire	2	10h	Contrôle continu (TD)	40		40
	UE9	Anglais 4	Obligatoire	2	10h	Contrôle continu (TD)	40		40
Compétences Disciplinaires									
Maîtriser le droit des conditions de travail (temps de travail, rémunération, harcèlement sexuel et moral)	UE 10	Droit des conditions de travail	Obligatoire	7	37h30	Examen terminal – Ecrit (CM) Contrôle continu (TD)	100	40	140
Maîtriser les fondamentaux du droit de la protection sociale	UE11	Les prestations de la protection sociale	Obligatoire	7	37h30	Examen terminal – Ecrit (CM) Contrôle continu (TD)	100	40	140
Compétences Disciplinaires									
Comprendre l'environnement institutionnel de la formation professionnelle	UE12	Droit de la formation professionnelle	Obligatoire	4	37h30	Examen terminal – Oral	80		80
Connaître l'évolution du droit social dans une perspective historique et contemporaine	UE13	Histoire du droit social	Obligatoire	4	37h30	Examen terminal - Oral	80		80
Maîtriser les effets des restructurations en droit du travail	UE14	Droit du travail des restructurations	Obligatoire	4	37h30	Examen terminal - Oral	80		80
				30	207,50h		480	120	600

COMPETENCES DU MASTER DROIT SOCIAL FOAD

Semestre 1 & Semestre 2

TYPE COMPETENCES	BLOCS DE COMPETENCES	COMPETENCES ASSOCIEES	UE ASSOCIEES	ENSEIGNEMENTS ASSOCIES
TRANSVERSALES	COMMUNICATION SPECIALISEE POUR LE TRANSFERT DES CONNAISSANCES	Se servir de manière autonome des outils numériques		Utilisation de la plateforme
		Communiquer à des fins de formation ou de transfert des connaissances en langue étrangère	UE1, 2, 8 et 9	LV1 Anglais
DISCIPLINAIRES	Maîtriser le droit des relations collectives de travail	Apporter une expertise dans la conduite des relations sociales Auditer, négocier et mettre en œuvre les accords collectifs Optimiser le dialogue social en lien avec les orientations stratégiques de l'entreprise et les contraintes de son environnement Mettre en place des instances de représentation du personnel et assurer leur fonctionnement. Prévenir et gérer les conflits collectifs du travail Gérer les carrières et le statut protecteur des représentants du personnel.	UE3	Droit des relations collectives de travail
	Maîtriser les fondamentaux du droit de la protection sociale.	Les grands principes de la protection sociale La sécurité sociale comme composante majeure de la protection sociale : organisation du système français de sécurité sociale (régimes, branches, acteurs), financement et source Les autres composantes de la protection sociale (chômage, protection sociale complémentaire, aide sociale et action sociale) Contrôles et contentieux de la protection sociale Champ personnel et matériel de la protection sociale Prestations de la protection sociale en matière de risques maladie, professionnel, vieillesse et prestations familiales	UE4 et 11	Système de la protection sociale Les prestations de la protection sociale
	Maîtriser le droit des conditions de travail	Maîtriser la réglementation en matière de temps de travail, de rémunération et de santé et sécurité au travail (harcèlements moral et sexuel).	UE10	Droit des conditions de travail
SPECIALITES	Gestion des ressources humaines	Étude des grands concepts et principes de la gestion des ressources humaines	UE5	Les ressources humaines
	L'internationalisation de la relation de travail	Maîtriser l'environnement institutionnel et normatif des relations de travail internationales. Identifier et résoudre les difficultés soulevées par le départ à l'étranger d'un salarié.	UE6	Droit social européen et international
	Maîtriser le droit pénal du travail	Connaître les éléments constitutifs de l'infraction et le régime des sanctions. Identifier les auteurs. Mettre en œuvre les règles relatives au déclenchement des infractions. Analyse approfondie de quelques infractions du travail.	UE7	Droit pénal du travail
	Maîtriser le droit de la formation professionnelle	Comprendre l'environnement institutionnel de la formation professionnelle. Connaître les évolutions contemporaines du droit de la formation professionnelle. Identifier les acteurs de la formation professionnelle. Connaître et mettre en œuvre les outils de la formation professionnelle.	UE12	Droit de la formation professionnelle
SPECIALITES	Contextualisation historique du droit du travail	Etude de l'évolution du droit social, de son origine au droit positif	UE13	Histoire du droit social
	Effets des restructurations sur le droit du travail	Maîtriser les effets des restructurations sur le droit du travail : transfert du contrat de travail, transfert des normes collectives et des institutions représentatives du personnel. Etude des accords portant sur l'emploi (accord de performance collective, activité partielle de longue durée) Etude des « grands » licenciement pour motif économique (plan de sauvegarde de l'emploi)	U14	Droit du travail des restructurations



DELIBERATION
N° CFVU-03-FOA-015-MCC-Master-droit-social-PT-droit-social-de-l'entreprise

ANNEXE 2

ANNEE UNIVERSITAIRE 2021-2022

Master 1 mention droit social parcours type droit social de l'entreprise FOAD

BONIFICATIONS

Les enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont listés ci-dessous :

Pour chaque semestre, un maximum de 2 bonifications dont bénéficie l'étudiant est plafonné à 2 x 2% du total des points du semestre.

Les notes obtenues dans chacun des enseignements participant à la bonification sont notées sur 20. Seuls les points supérieurs à 10 de chacune des notes sont pris en compte et cumulés, sans que la note finale de bonification puisse excéder 20/20.

Les modalités d'évaluation des enseignements donnant lieu à bonification semestrielle sont communiquées par le service ou par l'enseignant en charge de leur organisation, un mois au plus tard après le début des activités.

La bonification est valable au titre de l'année universitaire en cours

Chaque composante pédagogique propose une liste de bonification spécifique

Liste des enseignements donnant droit à bonification :

Engagement citoyen

Valorisation semestre 2

Conformément aux textes en vigueur :

La Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

- Décret n° 2017-962 du 10 mai 2017 relatif à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans la vie associative, sociale ou professionnelle ;

- Circulaire du 5 octobre 2017 relative à la reconnaissance de l'engagement des étudiants dans les établissements d'enseignement supérieur sous tutelle directe du ministère en charge de l'enseignement supérieur.

Les engagements reconnus et pouvant donner droit à bonification sont les suivants :

- une activité militaire dans la réserve opérationnelle,
- un engagement de volontariat chez les sapeurs-pompiers,
- un engagement de volontariat dans les Armées. L'engagement doit durer au minimum 6 mois entre les mois de septembre à mars de l'année universitaire pour laquelle l'étudiant souhaite prétendre à la bonification.

La bonification est prise en compte pour le calcul de la moyenne générale du semestre pair de l'année en cours et ne peut être octroyée que trois fois au cours du cursus de l'étudiant (une fois en licence, une fois en maîtrise, une fois en master).